

# SECRETARIAT NATIONAL A LA RENOVATION



Paris, le 6 mars 2011

Madame Martine Aubry  
Première Secrétaire du Parti Socialiste  
10, rue de Solférino  
75007 PARIS

Madame la Première Secrétaire, ma chère Martine,

J'ai préféré garder jusqu'à présent le silence après la publication malheureuse et inappropriée du rapport que je t'avais exclusivement et confidentiellement destiné au mois de décembre, afin de ne pas ajouter au risque de confusion.

Mais la façon dont les dirigeants qui t'entourent et toi même s'emploient à discréditer mon travail sans condamner d'invraisemblables comportements au sein de la Fédération des Bouches du Rhône me paraît autant désolante que blessante. Cette publication a en outre péniblement interféré dans la campagne pour les élections cantonales que je mène en Saône et Loire comme dans d'autres départements.

Ce rapport était ma dernière transmission dans le cadre de mon travail de Secrétaire National à la Renovation que tu m'avais confié, avant de partir en campagne pour ma candidature dans les primaires de la gauche.

Ce document est né d'une visite à Marseille le 5 juin 2010 afin de présenter aux militants marseillais le programme de rénovation du parti que nous avons adopté ensemble, contenant outre l'organisation des primaires, la fin du cumul des mandats pour nos parlementaires et l'instauration d'une autorité éthique -c'est l'ironie de la situation- au sein du Parti Socialiste. A l'occasion de cette visite de terrain, de nombreux élus et militants marseillais se sont ouverts à moi de faits les plus condamnables et effrayants qu'ils m'ont relatés dans le détail au sujet de cette Fédération et m'ont littéralement supplié de m'en emparer, de t'en avertir, et d'agir au nom de l'honneur du socialisme.

J'ai jugé en conscience, au regard des responsabilités que tu m'avais confiées pour rénover et transformer le parti, au regard de l'exigence et de la rigueur que j'attache toujours à l'exercice de celles-ci, dans le souci de protection des militants et élus des Bouches du Rhône sincères et honnêtes, exposés aux méthodes abusives et dangereuses qui m'étaient rapportées, qu'il était de mon devoir de le faire dans l'intérêt de la gauche et de sa réputation morale.

Tu comprendras sûrement que la Renovation du Parti socialiste ne peut pas être à mes yeux une série de discours creux et sans suite concrète, mais au contraire des actes courageux qui feront entrer le socialisme français dans une nouvelle ère dont nous avons tous besoin.

./...

J'ai donc engagé un processus d'enquête approfondie, qui a duré plusieurs mois, pendant lequel j'ai vu et revu des élus, des militants et des témoins qui ont tous confirmé la situation que j'ai décrite dans le rapport. Je puis donc confirmer que chacune des affirmations contenues dans ce rapport ont été méthodiquement et précisément vérifiées et que des éléments de preuves précis et concordants de ce que j'ai décrit dans mon rapport de décembre sont disponibles.

Ces éléments probants concernent la violation caractérisée des statuts du Parti par le Président du Conseil Général de ce Département, la colonisation par des employés du Conseil Général des postes sensibles de la Fédération, le boycott des élections régionales par la Fédération, la distribution de subventions comme outil de pression, les brimades arbitraires sur les élus et citoyens indociles, les menaces physiques sur des hauts fonctionnaires du Conseil Général, et l'intimidation permanente sur certains élus socialistes pour qu'ils se conforment aux intérêts politiques ou financiers de la famille Guérini.

Est-il possible que les socialistes que nous sommes puissions demander des comptes aux abus de pouvoir du sarkozysme, exiger qu'il soit mis fin à la corruption du régime et du pouvoir actuels, notamment dans le soutien, mêlé à l'affairisme, aux dictatures déchués des pays arabes, si nous tolérons en notre sein des comportements aussi condamnables que repoussants ? Le socialisme qui reconstruira la République, après ces années de décomposition, défend une haute idée de la démocratie et doit affirmer ses propres valeurs, y compris contre ceux qui s'en réclameraient tout en les dégradant par leurs actes.

Comme parlementaire et comme juriste, comme homme d'honneur ou comme socialiste engagé depuis trente années, pouvais-je accepter de me taire devant ces faits évidents et inacceptables qu'on m'implorait d'attester en haut lieu pour enfin tenter les faire cesser ?

Abraham Lincoln, l'un des Présidents fondateurs de la grande démocratie américaine avait prononcé cette phrase qui a toujours guidé mon action : "C'est en gardant le silence alors qu'ils devraient protester, que les hommes deviennent des lâches." Je n'ai pas voulu être ce lâche en fermant les yeux sur les agissements de certains socialistes des Bouches du Rhône. Et je ne souhaite pas que le parti dont je suis l'un des leaders soit fait de ce triste bois là.

Tes collaborateurs zélés ont depuis le mois de décembre commis l'erreur dans cette grave affaire de nous emmener sur le terrain de la loi du silence. Ta haute responsabilité comme Première secrétaire chargée de protéger la réputation du socialisme français est au contraire de conduire une stratégie de délivrance à l'encontre des tables secrètes de ce genre de loi. Tu en as la charge morale vis à vis de l'avenir de nos idées, et tu en as pris l'engagement vis à vis de moi lorsque tu m'as proposé la mission -ni apparente, ni fictive- de rénover nos pratiques et notre mouvement politique.

J'ai retrouvé la lettre que je t'avais destinée par courriel la veille de ma déclaration de candidature aux primaires et qui t'annonçait mon rapport sur les Bouches du Rhône. Je t'y écrivais le 19 novembre 2010 : "*Ma chère Martine, je veux te remettre les clés de l'organisation des primaires dont je deviens dès demain l'un des acteurs, en te priant de considérer mon dernier rapport de mission à Washington ainsi que la Charte Ethique qui l'accompagne comme véritablement indispensables à notre réussite collective quel que soit notre candidat. J'aurais voulu te transmettre un autre rapport inachevé que je te communiquerai dans la quinzaine. Il s'agit de mes constatations comme Secrétaire à la Renovation sur les pratiques politiques de nos camarades socialistes dans les Bouches-du -Rhône. Au mois de septembre, j'avais indiqué à François Lamy que j'avais l'intention de te faire rapport sur ce qu'en toute objectivité aucun Secrétaire National à la Renovation digne de ce nom ne peut taire dès qu'il en a connaissance. François Lamy m'avait demandé de ne pas déposer ce rapport sur ton bureau. Je le ferai néanmoins, car cela t'aidera à prendre les bonnes décisions vis à vis de la fédération des Bouches-du-Rhône qui à mes yeux mérite malheureusement un sort semblable à celle de l'Hérault.*" Ce rapport te fut porté confidentiellement le 8 décembre.

Je regrette qu'on ait cherché à m'empêcher de produire ce rapport avant même son achèvement, je regrette qu'il ait été prétendu avoir été égaré alors que ma lettre annonçait sans ambages son contenu et ses conclusions, et que lorsqu'il fut enfin et effectivement lu, on s'employa à le combattre. Est-il encore possible d'éviter de constater, non sans une certaine désillusion, que tu parais avoir choisi fâcheusement de détourner le regard ?

Pourtant, refuser de porter comme un fardeau le poids des pratiques des Bouches du Rhône nous évitera un handicap persistant pendant l'élection présidentielle qui approche.

Dans la grande offensive que prépare le Front National, dans laquelle vont se jouer le sort et la survie de la République, crois tu opportun de nous envoyer nous battre sur des béquilles, en maintenant notre solidarité avec des pratiques qui nous déshonorent tous ? Il me paraît de l'intérêt supérieur et commun de tous les socialistes de remédier à cette situation comme nous l'avons fait dans l'Hérault. C'est notre intérêt politique, quel que soit le chemin qu'empruntera la justice, car notre responsabilité de socialistes est de faire cesser les pratiques sulfureuses de la direction de cette Fédération, sans attendre que d'autres le disent à notre place puisqu'il s'agit de pratiques internes au Parti Socialiste dont le juge n'est pas saisi.

Il y a aussi, selon moi, nécessité à faire cesser les violations évidentes de nos statuts selon lesquels on ne peut pas diriger à la fois la Fédération et un Conseil Général. À quoi servirait-il qu'on ait instauré dans le programme de la rénovation une autorité éthique destinée à faire respecter les statuts pour laisser un élu en accointance avec la direction les violer avec allégresse ? Ce serait envoyer un message d'autorisation généralisée de piétinement de nos règles communes.

Je maintiens donc les conclusions de mon rapport tendant à la mise sous tutelle de la Fédération des Bouches du Rhône. Tu viens d'ordonner une commission d'enquête à la demande de Jean-Noël Guérini. Elle vient bien tard, mais je lui destinerai mes informations si elle est composée de personnalités indépendantes, insensibles aux intérêts politiques en jeu dans ce dossier. Dans l'attente, je crois indispensable de décider un moratoire de toute prise nouvelle de responsabilités de l'intéressé, notamment à l'issue des élections cantonales, ce que demandent déjà publiquement nos alliés sur place.

Dans une période d'extrême défiance à l'encontre de l'action politique, notre responsabilité n'est à mon sens, ni de différer, ni de minimiser, ni de dissimuler. Elle est au contraire d'affronter la vérité, de la dire et de trancher les nœuds gordiens qui nous entravent depuis des années. Mettre nos actes en conformité avec le désir de probité la plus élémentaire et les attentes du peuple français à l'égard d'un grand parti de gouvernement comme le nôtre supportera-t-il longtemps la soumission à quelques intérêts locaux déliquescents ou l'obéissance à une médiocre frilosité dans une période où il faudra redoubler de courage ?

L'enjeu pour nous tous, socialistes, est de faire surgir dans la population les forces nouvelles qui transformeront avec nous la France. Mais qui veut changer la France doit changer d'abord soi-même, en inventant les pratiques d'un nouveau Parti, débarrassé des oripeaux d'années de compromissions ou d'habitudes détestables. Je décide quant à moi de croire viscéralement -avec tous ceux qui aiment et défendent la beauté exemplaire de la République- dans un mot : honneur.

Ton bien dévoué et fidèle Secrétaire National à la Rénovation.

  
Arnaud MONTEBOURG